

Canadian  
Forces  
College

Collège  
des  
Forces  
Canadiennes



## LES ÉTATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT; TROIS PRÉSIDENTS, UNE POLITIQUE?

Maj O. Maltais

**JCSP 44**

### ***Exercice Solo Flight***

#### **Disclaimer**

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2018.

**PCEMI 44**

### ***Exercice Solo Flight***

#### **Avertissement**

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2018.

EXERCISE *SOLO FLIGHT* – EXERCICE *SOLO FLIGHT*

**LES ÉTATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT;  
TROIS PRÉSIDENTS, UNE POLITIQUE?**

Maj O. Maltais

*“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”*

Word Count: 6233

*“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”*

Compte de mots: 6233

## **LES ÉTATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT; TROIS PRÉSIDENTS, UNE POLITIQUE?**

### **INTRODUCTION**

Souvent accusée de causer l'instabilité et d'empiéter sur la souveraineté, la politique extérieure américaine envers le Moyen-Orient ne manque pas de susciter la controverse. Modelé par les rivalités de la Guerre Froide entre les États-Unis et la Russie, le Moyen-Orient est entré dans le 21<sup>e</sup> siècle divisé et instable, mais également insoumis. Malgré des intérêts géostratégiques amoindris, le désengagement de l'Amérique, alors hégémonie mondiale incontestée, n'eut pas lieu. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001, bien que reconnues comme un point de pivot historique, n'ont qu'engendré la réaffirmation de l'engagement américain au Levant, aujourd'hui plus évident que jamais.

Depuis, déjà trois administrations se sont succédées et chacune aura tentée de régler les problèmes persistants de la région à sa manière avec comme résultat un Moyen-Orient toujours autant, sinon davantage, instable. Entre l'exportation de la démocratie de Bush, la grande réconciliation d'Obama et le hard power de Trump, l'approche et les moyens semblent différer, mais l'objet, soit des problèmes statiques datant de plusieurs décennies, transcende les administrations. Mais, en dépit des inclinaisons idéologiques des différentes administrations, leurs prises de position parfois contradictoire et des fluctuations conjoncturelles, dans quelle mesure ces politiques sont-elles réellement distinctes? Prônant différents intérêts nationaux ainsi que des philosophies politiques uniques, le discours de chaque président semble marquer un départ complet de ceux des précédents. Mais en pratique, la politique étrangère américaine envers le Moyen-Orient semble résistante au changement et une certaine continuité en émerge.

Cette dissertation vise à aller au-delà des discours politique des dirigeants américains et d'une analyse superficielle de la stratégie moyen-orientale post-9/11 des États-Unis pour tenter d'en dégager les forces profondes et sa logique sous-jacente. Elle tentera de déterminer dans quelle mesure, et pourquoi, la politique externe américaine demeure constante à travers les administrations et elle proposera, d'une perspective principalement néoréaliste, qu'une forte continuité stratégique perdure du fait d'intérêts nationaux stables.

À cette fin, le présent essai est articulé en trois parties. La première sera consacrée à identifier les facteurs et les objectifs principaux qui guident l'action américaine au Moyen-Orient. Ensuite, une analyse des politiques étrangères des trois administrations déterminera les divergences et similitudes des stratégies en juxtaposant les actions entreprises aux politiques établies. Dans un troisième et dernier volet, des explications seront proposées pour déterminer les facteurs menant à la continuité de la stratégie américaine à travers les administrations.

## **L'INTÉRÊT AMÉRICAIN AU LEVANT**

Réputé rationnel, l'acteur étatique n'avance pas ses pions sur l'échiquier mondial sans un profond niveau d'analyse. Il ne va pas sans dire qu'il est impossible de prévoir complètement les ramifications de chaque mouvement à long terme, cependant chaque décision se veut intelligible et cohérente avec une ligne stratégique préétablie, tel la *National Security Strategy* par exemple. Sans but, une stratégie nationale n'est pas plus utile qu'un but sans moyens. Issue d'une raison d'état convolutive, tiraillée entre la responsabilité envers sa population et le rôle de policier mondial, ce but se veut la poursuite de l'intérêt national. Bien qu'aussi influencé par des facteurs politiques et identitaires, celui-ci se mesure premièrement en termes de sécurité –l'intégrité

territoriale–, et ensuite en termes de prospérité –le maintien de sa puissance hégémonique, absolue ou relative–.<sup>1</sup>

Il est impossible de faire abstraction de la sécurité lorsqu'on tente de déterminer les objectifs de l'action américaine au Moyen-Orient. Justification première invoquée pour expliquer l'action, du moins sur la scène politique domestique,<sup>2</sup> la sécurité américaine est sujette à certaines menaces provenant du Moyen-Orient.

Ayant précédemment eu comme seule aspiration de contrer la menace communiste, cette priorité sécuritaire américaine au Moyen-Orient a plutôt évoluée afin de s'opposer à la menace Islamiste.<sup>3</sup> Produit des politiques américaines de Guerre Froide, un fort sentiment d'anti-américanisme prévaut dans la région. Il s'ensuit des défis asymétriques qui font en sorte que la région est devenue source d'insécurité envers les États-Unis et leur population.<sup>4</sup> Plus particulièrement, depuis le 9/11, cette menace terroriste figure au haut de la politique de sécurité américaine. Encore que statistiquement, cette menace terroriste est quasi-négligeable; en dollars et en vies humaines, le coût des attaques terroristes envers les États-Unis est éclipsé par celui de l'action militaire américaine qui y répond. C'est ainsi qu'émerge l'argument populaire voulant que la guerre au terrorisme ne soit qu'un prétexte pour l'intervention au Moyen-Orient à des fins impérialistes; sécuriser le pétrole et imposer l'influence américaine à cette région irréductible.<sup>5</sup> Mais bien qu'il soit impossible de réfuter que les États-Unis possèdent des intérêts énergétiques

---

<sup>1</sup> Bledar Prifti. *US Foreign Policy in the Middle East: The Case for Continuity*. Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan, 2017. 11-14.

<sup>2</sup> Bernd Kaussler and Glenn P. Hastedt. *US Foreign Policy Towards the Middle East : The Realpolitik of Deceit*, Taylor & Francis Group, 2017. 177-178.

<sup>3</sup> Robert E. Looney. *Handbook of US-Middle East Relations: Formative Factors and Regional Perspectives*. London: Routledge, 2009. 109-115.

<sup>4</sup> Mamduh Nayouf. *Vers Le Déclin De L'Influence Américaine Au Moyen-Orient?* Paris: L'Harmattan, 2014. 13-19.

<sup>5</sup> Kaussler. *Realpolitik of Deceit* . . . 176-181.

au Moyen-Orient, facette du problème qui sera traité plus loin, la menace que le terrorisme pose envers l'Amérique est bien réelle. Au-delà des bilans des attaques terroristes, ces mouvements sont considérablement dommageable envers l'hégémonie américaine, car impunis, ils rappellent au monde que la puissance américaine est ni absolue, ni invincible. Effet stratégique immense qui doit être contré, la menace terroriste assaille la puissance même des États-Unis.<sup>6</sup> Il figure donc à l'intérêt américain d'agir contre la menace transnationale afin de protéger l'identité américaine, le mythe américain.

D'une perspective plus traditionnelle, la région est également le siège d'une menace militaire envers les États-Unis. Au-delà de la rhétorique de certains états qui, par moments, ont prétendu vouloir agresser le territoire américain, cette menace est plutôt dirigée aux intérêts américains dans la région. Bien que la menace envers Israël –allié indispensable à la préservation des intérêts américains dans la région–<sup>7</sup> fasse partie de l'équation, la problématique militaire pour l'Amérique se rapporte plutôt à la balance de puissance régionale. Effectivement, la multipolarité du Moyen-Orient permet aux États-Unis d'exercer leur influence dans la région et d'intervenir lorsque nécessaire.<sup>8</sup> L'état américain est subséquemment déterminé à conserver sa position dominante. Plus particulièrement, l'Iran et l'Iraq possèdent le potentiel et la volonté de dominer le Moyen Orient et ainsi surpasser l'influence américaine comme hégémon régional.<sup>9</sup> La guerre Iran-Irak des années 1980 et la guerre du Golfe des années 1990 sont d'excellents exemples de la puissance et de la volonté de ces deux états, mais aussi de la réaction américaine à de telles excursions. Par l'action militaire et économique sporadique, l'Amérique prévient la

---

<sup>6</sup> Nayouf. *Vers Le Déclin* . . . 13-14.

<sup>7</sup> Looney. *Handbook of US-Middle* . . . 361-362.

<sup>8</sup> Nayouf. *Vers Le Déclin* . . . 110-113, 209-211, 227-230.

<sup>9</sup> Seyyed Nasr and Vali Reza. *The Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat*. 1st ed. New York: Doubleday, 2013. 95-99.

réalisation de cette domination régionale. Mais l'arme de destruction massive possède cependant le potentiel de changer la donne.

En effet, cette arme de destruction massive est prédominante dans la discussion, car son acquisition changerait les dynamiques régionales de puissance. Les armes chimiques irakiennes ont déjà démontré les problèmes qu'elles pouvaient engendrer dans les années 1980, mais plus particulièrement, c'est la nucléarisation de l'Iran qui est problématique. Sa réalisation abriterait immédiatement l'Iran face à l'action américaine directe.<sup>10</sup> Perçue comme offensive par les É-U, la position iranienne semble être davantage de nature défensive.<sup>11</sup> Ainsi, de par l'opposition américaine à sa quête du nucléaire militaire, l'Iran souffre d'une réduction de sa marge de manœuvre stratégique.<sup>12</sup> C'est de cette position précaire dont l'Iran veut s'extirper.<sup>13</sup> La conséquence est un dilemme de sécurité régional et, pour les États-Unis, la possibilité de perte de puissance relative.

Le résultat est un jeu d'influence vu comme étant à somme nulle autour de cette hégémonie régionale. Ainsi la coopération sécuritaire est hors d'atteinte; les objectifs sécuritaires des É-U passent par l'interdiction de ceux des acteurs régionaux et vice-versa. Non pas une menace directe, c'est dans leur capacité d'interdire, ou du moins de réduire, l'accès à la région et de nuire aux autres intérêts américains que l'Iran et l'Irak, en particulier, provoquent l'inquiétude à Washington.<sup>14</sup> Prévenir la possession d'armes chimiques par l'Irak, mais d'autant plus éviter la nucléarisation de l'Iran figure donc comme intérêt national Américain. En autre mots, en maintenant la multipolarité de la région, les États-Unis s'assurent de garder l'option de pencher

---

<sup>10</sup> Looney. *Handbook of US-Middle* . . . 479-480, 484.

<sup>11</sup> Prifti, *US Foreign Policy* . . . 153-179.

<sup>12</sup> Looney. *Handbook of US-Middle* . . . 497-499.

<sup>13</sup> Kenneth N. Waltz. "Why Iran should Get the Bomb: Nuclear Balancing would Mean Stability". *Council on Foreign Relations Vol. 91*. 2012.

<sup>14</sup> Kaussler. *Realpolitik of deceit* . . . 180-181.

la balance à leur avantage.<sup>15</sup> Une liberté d'action réduite au Moyen Orient affecterait la capacité des États-Unis de répondre, par exemple, à la menace terroriste transnationale susmentionnée ou d'intervenir pour raisons de sécurité énergétique, laquelle qui doit maintenant être abordée.

Notamment, cette sécurité énergétique n'a qu'un nom pour l'Amérique : hydrocarbures. Tel qu'énoncé par le Président Bush en 2006, l'Amérique doit se sevrer de sa dépendance au pétrole.<sup>16</sup> Sa perspective n'était cependant pas écologique, mais bien sécuritaire et avait plutôt trait à la vulnérabilité énergétique face à l'instabilité du Golfe Persique. Les différentes facettes de la sécurité américaine –militaire, énergétique, économique– se voient affectées, directement ou indirectement par ce pont central que sont le pétrole et le gaz naturel.<sup>17</sup> Il est important de noter que depuis le début du siècle, la politique énergétique qui vise à diminuer la dépendance envers le pétrole du Moyen-Orient a porté fruit et l'importation provenant de la région a grandement diminuée. Pourtant l'enjeu de sécurité énergétique demeure.<sup>18</sup> En effet, la vulnérabilité américaine envers le Moyen-Orient n'est pas seulement une question d'approvisionnement, mais aussi un enjeu de contrôler la volatilité du prix.<sup>19</sup>

De cette perspective, stabiliser l'offre en sécurisant la région figure à la liste des intérêts américains, mais diversifier les sources d'approvisionnement et s'émanciper de cette dépendance envers le Moyen-Orient demeure également dans la stratégie énergétique américaine.<sup>20</sup> Bien que les États-Unis ne dépendent plus du pétrole iranien depuis la révolution de 1979, ils entretiennent

---

<sup>15</sup> Ibid., 180-181.

<sup>16</sup> George W. Bush. *State of union address by G.W. Bush*. Jan 31 2006. <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/stateoftheunion/2006/>

<sup>17</sup> Looney. *Handbook of US-Middle . . .* 25-27, 119.

<sup>18</sup> Ibid., 125-126.

<sup>19</sup> Robert McNally and Levi, Michael. "A Crude Predicament: The Era of Volatile Oil Prices." *Current no.* 535 (2011): 7-10. ; Looney. *Handbook of US-Middle . . .* 118-122.

<sup>20</sup> Raphael C. Eze. "Oil as the Fundamental Determinant of United States Foreign Policy Towards the Middle East." *Arabian Journal of Business and Management Review (Oman Chapter)* 5, no. 3 (2015): 1-7.



toujours des relations privilégiées avec d'autres membres de l'OPEP comme l'Arabie Saoudite, l'Irak et le Koweït.<sup>21</sup> Se rajoute à l'équation énergétique l'instabilité découlant de la crise en Syrie et les vulnérabilités des étranglements géographiques pour le transit de l'énergie, soit les détroits d'Hormuz et de Bab el-Mandeb. Il sert donc à l'intérêt américain d'être engagé envers la sécurité de ses partenaires –pour assurer le flux de d'importation–, tout en poursuivant des objectifs de stabilisation de la région –pour minimiser la fluctuation du prix–.<sup>22</sup> Dans cette mesure, les intérêts américains au Moyen-Orient convergent vers l'énergie, mais plus particulièrement vers la stabilité du marché mondial.<sup>23</sup>

Ainsi, le Moyen-Orient semble donc faire l'objet du jeu de puissance d'une Amérique hégémonique qui poursuit avant tout son propre intérêt. Les thèmes récurrents reviennent à la stabilité et l'accès avec comme finalités la sécurité domestique, la sécurité énergétique et l'hégémonie régionale. Bien que l'analyse dresse jusqu'à maintenant un portrait centré sur les intérêts directs d'une perspective néoréaliste, l'intention n'est pas d'affirmer que d'autres facteurs ne soient pas en jeu, tel l'identité nationale, le droit de l'homme ou la non-prolifération. L'objet de cette analyse ciblée est plutôt de mettre l'emphase sur ceux qui sont propres au Moyen-Orient. C'est ici que réside le facteur différenciatif qui servira à expliquer le caractère distinct des politiques externes américaines au Levant entreprises par les différentes administrations.

---

<sup>21</sup> Looney. *Handbook of US-Middle* . . . 118-126.

<sup>22</sup> McNally. A Crude Predicament . . . 7-10. ; Looney. *Handbook of US-Middle* . . . 118-126.

<sup>23</sup> Looney. *Handbook of US-Middle* . . . 118-126.

## LA POURSUITE DE L'INTÉRÊT NATIONAL

Aux problèmes uniques du Moyen-Orient, chaque administration aura promis de nouvelles solutions. Certainement, les présidents Bush (fils), Obama et Trump n'auront pas été les premiers à ne pas respecter des promesses électorales. Dans le cas du Moyen-Orient, chacun critiqua fortement les politiques et décisions du prédécesseur, tout en promettant de désengager une Amérique fatiguée d'une présence coûteuse dans la région. Sans toutefois juger les résultats, cette section vise à établir les positions idéologiques, les politiques, mais avant tout les actions de chaque administration : en autre mots, contraster la rhétorique politique à l'action.<sup>24</sup>

### GEORGE W. BUSH (2001-2009)

Lorsque l'administration Bush est entrée à la maison blanche en janvier 2001, l'hégémonie globale de l'Amérique semblait incontestée et incontestable. Au cours de la Guerre Froide, les É-U avaient adopté une grande stratégie de double endiguement de l'Iran et de l'Irak face à la menace rouge et le Moyen-Orient n'y avait pas fait exception.<sup>25</sup> Après la chute de la superpuissance soviétique, avec les dynamiques vestigiales de la Guerre Froide toujours en place, l'administration Clinton avait été très impliquée dans la région; engagement envers Israël, frappes en Irak, continuité du double endiguement face à l'Iran et l'Irak.<sup>26</sup> C'est de cette réalité qu'hérita l'administration Bush, soit une Amérique qui tardait de quitter une région dans laquelle elle demeurait enlisée, legs de la Guerre Froide.<sup>27</sup>

---

<sup>24</sup> Prifti. *US Foreign Policy* . . . 86.

<sup>25</sup> Joel S. Migdal. *Shifting Sands: The United States in the Middle East*. New York: Columbia University Press, 2014. 37-38.

<sup>26</sup> Keith Smith. "Realist Foreign Policy Analysis with a Twist: The Persian Gulf Security Complex and the Rise and Fall of Dual Containment." *Foreign Policy Analysis* 12, no. 3 (2016): 315-333.

<sup>27</sup> Migdal. *Shifting Sands* . . . 212.

En campagne électorale, et pendant les premiers mois de sa présidence, Bush avait avancé un refus d'embourber les États-Unis dans l'édification des nations de l'ex-URSS.<sup>28</sup> Sa rhétorique n'était cependant pas explicite au sujet de l'approche qu'il privilégierait; ses propos réalistes étaient parfois accompagnés de tons moralisateurs qui laissaient occasionnellement présager la possibilité d'une politique extérieure moralisatrice plus agressive, mais par autre moment elle avait des tons isolationnistes qui tendaient vers la non-intervention.<sup>29</sup> Cette tendance était représentative des dynamiques internes de l'administration : le réalisme prudent de Rice et Powell, s'opposait à l'idéalisme plus agressif de Rumsfeld et Cheney.<sup>30</sup>

Alors que Bush soutient toujours que le Moyen-Orient ne sera pas le focus de son administration,<sup>31</sup> l'Amérique est attaquée le 11 Septembre 2001. De cette attaque envers le territoire et l'identité américaine, naît la *National Security Strategy*.<sup>32</sup> L'administration Bush voit dès alors une menace asymétrique envers les États-Unis qui doit être neutralisée. La stratégie s'étendit également aux états d'idéologie convergente qui agissaient comme facilitateurs pour les acteurs non-étatiques; l'Irak particulièrement, mais aussi l'Arabie Saoudite et le Pakistan partagent ainsi le blâme.<sup>33</sup> A ce moment, le ton de sa politique envers le Moyen-Orient fut établi.

La réaction américaine rapide et décisive donna place à la doctrine Bush, soit l'attaque préventive et l'action unilatérale.<sup>34</sup> Bien que les entrées en Afghanistan et en Irak fussent menées sous le prétexte d'auto-défense et d'attaque préventive, elles restent entourées d'une rhétorique de propagation des valeurs démocratiques qui devint centrale au cours de la présidence de Bush.

---

<sup>28</sup> Ibid., 220-222.

<sup>29</sup> Ibid., 221.

<sup>30</sup> Ibid., 221-223.

<sup>31</sup> Looney. *Handbook of US-Middle* . . . 491.

<sup>32</sup> Prifti, *US Foreign Policy* . . . 91-95. ; White House, President G.W. Bush. *National Security Strategy of the United States of America*. Washington, DC 2001.

<sup>33</sup> Prifti, *US Foreign Policy* . . . 91-92.

<sup>34</sup> Migdal. *Shifting Sands* . . . 211-226.

Pourtant, ce discours semble avoir été plutôt un élément accessoire qu'un facteur déterminant. Au sein même de l'administration, certains tel que Rice estimaient que la démocratie était plutôt un effet secondaire de l'hégémonie américaine.<sup>35</sup> En fait, ce sont la peur, l'intérêt national et la maximisation de la puissance qui semblent avoir guidé l'intervention.<sup>36</sup> L'argument prédominant qui ressort de l'approche idéaliste de Bush est que l'administration adhérait à la théorie de paix diplomatique, mais comme bénéfice secondaire à la poursuite des intérêts réalistes de sécurisation et de stabilisation.<sup>37</sup>

Cette action idéaliste peut sembler être un départ de la politique américaine au Moyen-Orient, particulièrement lorsqu'on considère le *buck passing* traditionnel qui veut que la stabilisation post-intervention soit transféré à une autre puissance régionale.<sup>38</sup> Mais dans le cas du Moyen-Orient, les autres acteurs régionaux ne semblaient pas convenir. Pour l'Afghanistan en 2001, Bush considérait l'Irak comme un des facilitateurs du régime Taliban et d'Al-Qaeda. Alors qu'en Irak en 2003, reposer sur l'Iran pour le stabiliser aurait été contradictoire au désir américain de maintenir l'équilibre régional. La présence continue des États-Unis au Moyen-Orient sous Bush se veut donc une action de balance de la puissance directe, et non un acharnement envers la démocratisation.<sup>39</sup>

De la perspective arabe, cette réaction fut disproportionnée et irrationnelle,<sup>40</sup> mais lorsqu'observé d'un point de vue stratégique plutôt qu'idéologique, l'investissement de vastes ressources américaines en Afghanistan et en Irak devient plus intelligible.<sup>41</sup> Sans juger les

---

<sup>35</sup> Prifti, *US Foreign Policy* . . . 93-95.

<sup>36</sup> *Ibid.*, 96.

<sup>37</sup> *Ibid.*, 93-95.

<sup>38</sup> *Ibid.*, 46-47, 85-86.

<sup>39</sup> *Ibid.*, 107.

<sup>40</sup> Looney. *Handbook of US-Middle* . . . 3-5.

<sup>41</sup> Prifti. *US Foreign Policy* . . . 95-109.

résultats, la stratégie de l'administration Bush était logique dans un contexte d'intérêt national : protéger la sécurité américaine, favoriser la stabilité régionale et maintenir l'hégémonie américaine.<sup>42</sup> Contrairement au sentiment général, le pétrole n'est lié qu'indirectement à l'action de Bush.

Dans sa quête d'un Moyen-Orient nouveau, l'administration Bush a également démontré un fort engagement envers Israël. Pouvant être attribué aux valeurs communes, mais vraisemblablement aussi aux intérêts alignés, l'engagement de Bush envers un allié démocratique de la région n'a surpris personne à l'époque. Cette action s'est révélée cohérente avec la rhétorique pro-démocratie de l'administration, mais aussi avec les intérêts néoréalistes américains. Bien que Bush soit tenu partiellement responsable des élections Palestiniennes qui auront mené le Hamas au pouvoir, lesquelles donnent une certaine validité à sa rhétorique, son engagement envers la sécurité d'Israël n'en aura pas souffert.

En effet, il faut considérer l'approche employée par le 43<sup>e</sup> président contre la nucléarisation de l'Iran comme ayant fait partie de l'engagement sécuritaire envers Israël. Dans le contexte régional, cette politique s'afficha aussi comme une démarche visant à promouvoir la balance. Mais l'approche de Cheney de ne pas « négocier avec le mal, mais plutôt de le vaincre » rappelait alors la rhétorique qui avait précédé l'intervention en Irak. Cette position était indicatrice de la volonté américaine d'ignorer complètement les intérêts iraniens et empêcher sa nucléarisation –militaire et énergétique– tout en poursuivant l'endiguement.<sup>43</sup>

Somme toute, Bush s'est avéré agir en fonction des intérêts des américains au Moyen-Orient, en poursuivant la prévention de l'instabilité régionale, sans pour autant vouloir

---

<sup>42</sup> Ibid., 104-106.

<sup>43</sup> Ali Parchami. "American Culpability: The Bush Administration and the Iranian Nuclear Impasse." *Contemporary Politics* 20, no. 3 (2014): 315-330.

compromettre la balance des pouvoirs. Le discours moralisateur de son administration fut présent tout au long de sa présidence au point d'éclipser la poursuite des intérêts nationaux, mais semble ultimement faire davantage partie du narratif que des intérêts moteur de la politique externe. Le résultat a cependant été un sentiment anti-américain encore plus prévalent qu'auparavant.<sup>44</sup>

### **BARACK H. OBAMA (2009-2017)**

Succédant à G.W. Bush, Président Obama avait tenu un discours électoral très semblable en principe à celui de Bush avant le 9/11.<sup>45</sup> Il attribue à son prédécesseur une guerre impérialiste inutile et promet à l'époque de se désengager de la région. À son inauguration, il offre un message d'espoir et prône la coopération et le respect avec le monde musulman.<sup>46</sup> Cette rhétorique sera cependant absente de sa deuxième inauguration en 2013.<sup>47</sup> Entre les deux événements, les tons idéalistes se sont atténués et ont fait place à une tendance plus wilsonienne sans politique fixe ni prévisible.<sup>48</sup>

En effet, l'administration Obama est accusée d'avoir été réactive aux différentes crises, sans réellement posséder de stratégie.<sup>49</sup> L'argument en opposition prétend plutôt qu'elle a tenté d'approcher le problème différemment; en mettant l'emphasis sur le *smart power* dans le but de dissiper le sentiment anti-américain.<sup>50</sup> Au problème iranien, Obama aura tenté le rapprochement et le dialogue, mais sur fond de fortes sanctions économiques. L'entente qui s'en solda, acclamée

---

<sup>44</sup> Nayouf. *Vers Le Déclin* . . . 108-113.

<sup>45</sup> Richard A Clarke. "Five Inauguration Days: The US and the Middle East." *The Middle East Journal* 71, no. 1 (2017). 147-154.

<sup>46</sup> Clarke. *Five Inauguration Days* . . . 151.

<sup>47</sup> Mohammed Nuruzzaman. "President Obama's Middle East Policy, 2009-2013." *Insight Turkey* 17, no. 1 (2015): 179-181.

<sup>48</sup> *Ibid.*, 186-187.

<sup>49</sup> *Ibid.*, 187-188.

<sup>50</sup> *Ibid.*, 182-184.

comme une victoire de la paix, semble cependant s'aligner avec la politique de Bush, mais simplement avec l'emploi de différents moyens : limiter l'Iran et le soumettre.<sup>51</sup>

En contraste, la réponse de l'administration face à la vague de soulèvements pro-démocratiques du printemps arabe contribue à l'argument que l'administration manquait de vision stratégique.<sup>52</sup> Effectivement, l'idéalisme démocratique s'est rapidement vu opposé aux intérêts géopolitiques. Ainsi la position prise par l'administration Obama varia grandement entre les différents états, en fonction des autres intérêts américains. Par exemple, le support américain envers la démocratisation en Tunisie fut immédiat, alors que pour l'Égypte de Moubarak, leader autocratique, mais aussi partenaire américain, la prise de position tarda. Les réponses en Libye et en Syrie quant à elles, rappelèrent la doctrine Bush, dans sa tendance militaire à remplacer les régimes. Dans ce dilemme entre idéologie et intérêt, il semble que l'administration Obama a favorisé les intérêts, jusqu'à ce que l'instabilité ne force un changement de position.<sup>53</sup> En finalité, le printemps arabe a contraint les Israéliens et les pétromonarchies du golfe à adopter une position défensive, bénéficiant ainsi l'Iran et nuisant également à l'influence américaine.

Similairement, après avoir brièvement érodé la relation avec Israël au début de sa présidence, Obama a continué l'engagement de ses prédécesseurs envers sa sécurité.<sup>54</sup> Encore-là, l'administration a fait preuve d'une tendance réaliste favorisant la géopolitique, malgré une certaine réticence à supporter les tendances occasionnellement imprudente de cet allié, particulièrement en ce qui a trait au conflit palestinien.<sup>55</sup> En finalité, la politique envers Israël

---

<sup>51</sup> Ibid., 186-187.

<sup>52</sup> Ibid., 187-188.

<sup>53</sup> Ibid., 184-187.

<sup>54</sup> Thomas Parker. "Ranking Bush and Obama as Foreign Policy Presidents: A Scorecard." *Israel Journal of Foreign Affairs* 11, no. 1 (2017): 25.

<sup>55</sup> Nuruzzaman. President Obama's Middle East . . . 181-182.

d'Obama est réputée avoir suivi la continuité de ses prédécesseurs, malgré une rhétorique initiale d'éloignement.

Néanmoins, le défi premier d'Obama aura été la résurgence de l'islamisme. Alors qu'il avait enfin initié le désengagement en Irak, la montée d'un islamisme encore plus brutal et violent a forcé le maintien de troupes américaines dans la région. Malgré une approche opérationnelle différente, la finalité semble identique; stabiliser la région sous des régimes pro-américains. En comparaison aux atrocités de Daesh, le régime de Saddam Hussein et la théocratie iranienne semblent maintenant le moindre des maux. Similairement, au problème du terrorisme en Afghanistan, Obama aura simplement continué la politique Bush, soit de refuser le dialogue avec les Talibans. Dur à déterminer s'il s'agit d'un enlèvement ou d'une continuité volontaire. Il en demeure que la propension d'employer une solution militaire s'est fait ressentir de par un afflux de troupe en Afghanistan, accompagné de nombreuses frappes de drone transfrontalières au Yémen et au Pakistan.

Obama aura tenté, de par sa rhétorique et ses actions, de changer l'approche américaine envers le Moyen-Orient, mais s'en est soldé un retour aux politiques réalistes du passé : stabilité, balance des pouvoirs régionaux et alliances géostratégiques. Il faut toutefois noter la tentative de responsabiliser l'Iran comme étant un départ considérable de l'approche habituelle, mais toutefois sans résultats durables comme nous verront avec son successeur, le Président Trump.

### **DONALD J. TRUMP (2017-)**

Néophyte politique, Donald Trump est arrivé en scène sans expérience en politique étrangère avec à ses côtés une équipe formée de généraux et barons du pétrole.<sup>56</sup> Son discours

---

<sup>56</sup> Clarke. Five Inauguration Days . . . 147-154.



pré-électoral, cohérent avec sa plateforme isolationniste, ne différait pas significativement de celles de Bush et Obama avant leurs inaugurations: désengagement du Moyen-Orient et refus de se lancer dans le remplacement de régimes. En contraste, sa promesse de bombarder agressivement Daesh et la critique incessante de l'entente iranienne laissait présager autrement. À son tour, il hérite de missions militaires en Afghanistan et en Irak, d'une crise en Syrie et de partenariats avec Israël, le Qatar et l'Arabie Saoudite, sans oublier l'islamisme et un sentiment anti-américain répandu.<sup>57</sup>

Une fois rendu au bureau ovale, la *NSS* de Trump prend cependant une direction très réaliste. En effet, elle indique clairement que les États-Unis désirent un Moyen-Orient qui ne constitue pas un sanctuaire pour le terrorisme, en plus de reconnaître explicitement l'intérêt américain d'éviter la domination de la région par un pouvoir hostile, pour ne pas dire l'Iran, et le désir de stabilité pour le marché énergétique global.<sup>58</sup> En contraste, la stratégie de Bush mettait l'emphase sur la sécurité face au terrorisme et la dignité humaine,<sup>59</sup> alors que celle d'Obama parlait plutôt de paix et de favoriser un Iran responsable.<sup>60</sup> L'administration Trump a avancé la prémisse que l'instabilité au Moyen-Orient ne provient pas du conflit avec Israël, mais plutôt de l'Iran. Conséquemment, sa stratégie aspire à neutraliser l'effet néfaste de l'Iran. Elle planifie aussi une présence militaire continue pour contrer la résurgence du terrorisme et désire renforcer ses partenaires régionaux.<sup>61</sup> En autre mots, la stratégie veut défaire l'islamisme et contenir

---

<sup>57</sup> Clarke. *Five Inauguration Days* . . . 147-154.

<sup>58</sup> White House, *Trump NSS* . . . 2017.

<sup>59</sup> White House, *Bush NSS* . . . 2002.

<sup>60</sup> White House, *Obama NSS* . . . 2010.

<sup>61</sup> White House, *Trump NSS* . . . 2017.

Téhéran, mais via un retour au *hard power* :<sup>62</sup> il brandit la carotte économique pour les partenaires et bâton militaire pour les opposants.

Bien qu'il soit toujours tôt dans sa présidence, l'administration fait mine d'adhérer à cette stratégie. Contrairement aux promesses de quitter la région, l'administration a plutôt augmenté considérablement ses troupes en Afghanistan, Irak et Syrie. Indicatif de cette propension envers le *hard power*, le Président Trump a également ancré la position américaine face à ses opposants en lançant, sans fanfare, des frappes directes contre les forces Syriennes en réponse à l'emploi de l'arme chimique.

Tandis que du côté domestique, il continue de promettre un retrait imminent en Syrie, associé avec des allusions vague de *buck-passing*.<sup>63</sup>

Dans le contexte des intérêts américains envers le Moyen-Orient, tel qu'explicitement formulés par l'administration, l'action militaire cible principalement les groupes terroristes et n'hésite pas à contribuer à l'effort d'opposer les intérêts iraniens en Syrie. Difficile d'établir s'il s'agit d'une cohérence délibérée avec la stratégie, ou plutôt d'un fait inévitable issu des dynamiques complexes de la région. Il n'en demeure pas moins que cette action s'aligne logiquement avec l'argument de l'administration que les problèmes du Moyen-Orient soient liés aux dynamiques complexes engendrées par l'expansion iranienne, les états faillis et l'idéologie djihadiste.<sup>64</sup>

Similairement, l'administration a commencé à préparer la réouverture des négociations avec l'Iran. L'intensification du discours laisse entrevoir un départ potentiel des États-Unis de

---

<sup>62</sup> Krieg, Andreas. "Trump and the Middle East: 'Barking Dogs Seldom Bite!'" *Insight Turkey* 19, no. 3 (2017): 139-158.

<sup>63</sup> Ryan Browne et Starr, Barnara. "Trump says US will withdraw from Syria 'very soon!'" CNN 29 Mars 2018. <https://www.cnn.com/2018/03/29/politics/trump-withdraw-syria-pentagon/index.html>

<sup>64</sup> White House, Trump NSS . . . 2017.

l'entente multilatérale de dénucléarisation de l'Iran. Cette rhétorique, typique de la technique de négociation de Trump, sans inévitablement mener à la fin de l'entente, est indicative de l'insatisfaction américaine. En effet, on reproche ici à l'entente de seulement adresser la nucléarisation de l'Iran à court terme et de manquer de vision à long terme pour prévenir l'hégémonie iranienne.<sup>65</sup> S'additionne à cette démarche l'annonce hautement symbolique et de grande portée stratégique de fournir un bouclier anti-missile à l'Arabie Saoudite.<sup>66</sup> Ceci constitue ainsi un départ de l'aspiration d'Obama de promouvoir un Iran responsable, lequel aurait pu contribuer à la stabilité régionale.

Enfin, l'administration se démarque légèrement sur la question d'Israël. L'annonce de la décision unilatérale de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem a pris le monde arabe par surprise. En fort contraste avec l'administration Obama, Trump a réaffirmé un engagement quasi-inconditionnel envers Israël.<sup>67</sup> Représentative de la position antagoniste des États-Unis envers le monde Arabe, et risquée face aux partenaires arabes des États-Unis, cette décision marque un changement de position envers le processus de paix israélo-palestinien, mais ne change que très peu les relations avec Israël.

En finalité, les variations entre les politiques externes américaines face au Moyen-Orient des trois administrations ont semblé s'afficher dans la même logique sous-jacente qui demeure immuable malgré certaines différences de style et les fluctuations conjoncturelles, soit l'action militaire contre le terrorisme, l'engagement envers Israël et la balance de l'Iran. Mais c'est aussi sur un fond de stabilité régionale qui vise à favoriser la sécurité américaine et stabiliser le marché énergétique global qu'il faut les voir. Dans cette perspective, chaque administration semble avoir

---

<sup>65</sup> Krieg. Trump and the Middle East . . . 139-158.

<sup>66</sup> N.A. "Trump's Erratic Middle East Policy." *Strategic Comments* 23, no. 6 (2017): 7-9.

<sup>67</sup> N.A. Trump's Erratic Middle . . . 7-9.

poursuivi les même buts, mais avec des méthodes différentes. À cet égard, le seul départ significatif observable est l'ouverture politique d'Obama envers le régime iranien. Cette aventure diplomatique toutefois est en jeu avec la nouvelle administration Trump. Seul le futur dira, car cette administration est déjà reconnue pour la divergence entre sa rhétorique et son action. Il n'en demeure pas moins intéressant que chaque administration ait connu un départ si marqué entre le désir de désengagement qui s'en est soldé, suivant l'inauguration, par un réengagement. Pour l'expliquer, il faut aborder la question géopolitique, mais aussi l'enlisement dans des conflits sans issu.

## **UNE CONTINUITÉ INÉVITABLE**

Le fossé entre la plateforme électorale et l'action politique semble profond. Les tentatives d'implémenter des politiques externes cohérentes aux promesses suite à l'inauguration semblent indiquer que les administrations avaient réellement le désir de les respecter et nous devons présupposer que les promesses faites au sujet d'un processus aussi peu démocratique que les relations internationales sont de bonne foi et peu affectées par la base électorale : par exemple, la politique de Bush pré-9/11 ou celle d'Obama avant le printemps arabe. Néanmoins, leurs mandats se sont soldé un retour incontournable aux politiques traditionnelles. Quels sont alors les facteurs qui forcent le départ de l'idéalisme pour donner place à un pragmatisme suivant des dynamiques stables, mais aussi qui tendent vers l'emploi des mêmes moyens? À cette question, deux explications seront fournies dans cette section.

La première explication est celle de l'enlisement stratégique. Avant leur arrivée au bureau ovale, Bush, Obama et Trump ne bénéficiaient que d'information partielle. Les politiques pré-électorales avaient été formulées en l'absence de la totalité de l'information, sans briefings

secrets ni prise de conscience des dynamiques complexes de la région. Après leurs premières investitures, les administrations ont révisé leurs stratégies, mais en connaissance de cause. En juxtaposition à cet afflux d'information, chaque administration a également été confrontée au lègue de son prédécesseur; alliances et animosités, endiguées par les actions passées, et manœuvrabilité stratégique étroite.<sup>68</sup> Plus précisément, c'est sur le fond des contraintes imposées par des relations et des ententes complexes emmaillées les unes aux autres que chaque administration a dû établir et exécuter ses stratégies.

Les dynamiques entre les États-Unis et la région, ainsi que celles internes du Moyen-Orient, ne sont pas idéales et entraînent le débours de vastes ressources pour les États-Unis. Mais elles sont sans doute préférables à l'adversité qu'il faudrait endurer pour les renverser, sans parler du coût politique. En autres mots, le statu quo devient le choix préférable lorsque le calcul politique est complété; les intérêts américains, et ceux de l'administration, sont mieux servis par la continuité des politiques en places, que par l'épreuve de les modifier. Par exemple, réconcilier des positions cristallisées entre Israël et la Syrie, ou même entre l'Arabie Saoudite sunnite et l'Iran shi'ite, semble au-delà du domaine du possible, du moins dans le moyen terme. Lorsqu'on additionne les contraintes imposées par le mandat présidentiel, il devient improbable qu'une administration soit en mesure d'effectuer des changements significatifs. Ainsi, le changement de direction est problématique, en raison d'un élan politique trop puissant pour être renversé rapidement.

Secondement, il faut considérer la dimension géopolitique. L'Amérique, hégémonie mondiale, continue de se prêter à un jeu de puissance global afin de maintenir son statut.<sup>69</sup> Avec

---

<sup>68</sup> Migdal. *Shifting Sands* . . . 365-369. ; Nayouf. *Vers Le Déclin* . . . 229-230.

<sup>69</sup> Prifti. *US Foreign Policy* . . . 196-201.

la résurgence de la Russie, mais aussi l'avènement de la Chine comme puissance mondiale, cet argument gagne en validité. De cette perspective, la période des présidences de Clinton et, dans une moindre mesure, de Bush est davantage une accalmée géopolitique, que la fin de la concurrence entre les grandes puissances.<sup>70</sup> Le Moyen-Orient demeure, et n'a jamais cessé d'être, le terrain de jeu et la zone tampon entre l'occident et ses compétiteurs asiatiques et eurasiatiques.<sup>71</sup>

Il en émerge donc un Moyen-Orient concentré avec ou contre les États-Unis et l'occident dans un sens plus large. Pour les états pris en tenaille dans cette concurrence, le choix de se ranger d'un côté ou de l'autre polarise. Or, certains états, notamment l'Iran, aspirent à plus qu'être seulement un pion dans le jeu des superpuissances et préfèrent faire valoir leurs intérêts stratégiques.<sup>72</sup> D'une perspective américaine, ces états se rangent dans le camp des opposants. Les politiques américaines envers le Moyen-Orient se partagent donc en suivant la ligne des alliés qui acceptent l'influence et l'ingérence américaine, et les adversaires qui la rejettent, créant ainsi des dynamiques en apparence immuables.

Il ne faut également pas écarter l'importance d'Israël dans l'équation. L'engagement des États-Unis envers l'état juif est complexe, mais également bilatéral. Certainement, Israël bénéficie de la protection des États-Unis, mais ces derniers dépendent en partie d'Israël pour leur emprise du Moyen-Orient. Dans l'absence de cette relation client avec la superpuissance américaine, la petite nation nucléaire pourrait opter de se rapprocher de Moscou ou d'Hong

---

<sup>70</sup> Ibid., 196-201.

<sup>71</sup> Nasr. *The Dispensable Nation* . . . 215-249. ; Prifti. *US Foreign Policy* . . . 196-201.

<sup>72</sup> Pierre Pahlavi, « Géopolitique de l'Iran », *Revue de géographie historique*, numéro 12, mai 2018.

Kong, ce qui irait à l'encontre de l'intérêt géostratégique américain.<sup>73</sup> En plus de cette dimension pragmatique pour les deux partis, la relation israélo-américaine possède un caractère ethnique et culturel additionnel.<sup>74</sup> De cette perspective, la relation des États-Unis envers le Moyen-Orient est influencée, du moins en partie, par son engagement envers Israël : pour plusieurs états, « avec » Israël signifie « contre » le monde arabe.

Ces deux explications s'inscrivent dans un contexte de compétition. Une compétition géopolitique entre les superpuissances qui utilise le Moyen-Orient comme pivot d'influence, mais aussi une compétition économique et idéologique qui oppose l'occident au monde arabe, et le séculaire au religieux.<sup>75</sup> Il en ressort une division entre le pro-américanisme et l'anti-américanisme qui sert à cristalliser davantage les relations dans la région. Sans être irréconciliables, ces différences rigides prohibent le changement rapide.

Néanmoins, ces deux explications ne sont pas mutuellement exclusives. Il est plus réaliste qu'elles soient toutes deux partiellement responsable de la continuité des politiques américaines au Levant : d'une part un enlèvement stratégique à somme nulle avec des relations paraissant irréversibles, et de l'autre un jeu géopolitique mondial qui se continue dans un Moyen-Orient polarisé face à l'influence américaine. Certes, le *offshore balancing*<sup>76</sup> américain a façonné les dynamiques de la région, qui à leur tour affectent pareillement les politiques américaines, et en limite les options.

---

<sup>73</sup> Rodman, David. "American National Interests, Israel and the Middle East", *Israel Journal of Foreign Affairs*, 2:1, 52-53.

<sup>74</sup> Rodman. *American National Interests* . . . 52-53.

<sup>75</sup> Migdal. *Shifting Sands* . . . 333.

<sup>76</sup> Offshore balancing : stratégie de maintien de la balance régionale favorable à travers un allié régional puissant.

## CONCLUSION

Cet essai a proposé, par l'analyse des politiques des trois derniers présidents, que la politique externe américaine au Moyen-Orient démontre un fort niveau de continuité depuis le 9/11. Chaque administration, initialement désireuse de se désengager, s'est ultimement réengagée malgré elle dans la région. Certes, cette continuité s'est réalisée dans le contexte de la poursuite des intérêts réalistes américains, mais aussi en raison des dynamiques rigides qui forcent non-seulement la prolongation de l'engagement américain, mais aussi la perpétuation de certaines politiques : notamment l'engagement envers la sécurité d'Israël, combattre l'hégémonie iranienne et le maintien d'influence sur la région. L'enlisement stratégique continue à favoriser la continuité de ces politiques, dont l'Amérique semble incapable de se défaire. Au-delà de l'argument réducteur de sécuriser le flux énergétique,<sup>77</sup> ce sont en effet des intérêts sécuritaires, économiques, mais aussi géostratégiques qui semblent avoir façonné les politiques américaines dans la région autour de constantes qui ont résistées à l'idéalisme de Bush, à la réconciliation d'Obama et, jusqu'à présent, à l'isolationnisme de Trump.

En conséquence, il est peu probable que l'engagement américain change de façon considérable à court terme : l'Amérique a créé les dynamiques régionales pendant le 20<sup>e</sup> siècle, et les subit maintenant; seul l'évolution des forces internes de la région possède le potentiel de faire changer les politiques américaines, et non le contraire. Aucune administration américaine, quel qu'en soit son désir, ne pourra durablement quitter la scène régionale. Les États-Unis se voient aujourd'hui confrontés à la crise en Syrie, la renégociation de l'entente avec l'Iran, les missions en Irak et en Afghanistan ainsi qu'à l'islamisme radical. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude les positions qu'ils adopteront, il est cependant peu probable que la ligne

---

<sup>77</sup> Looney. *Handbook of US-Middle* . . . 121-123.



directrice change considérablement. Il importe maintenant de questionner si cette instabilité régionale est réellement préférable en comparaison à l'hégémonie d'une puissance régionale.

## Bibliographie

- Black, Ian. "Donald Trump and the Middle East." *Political Insight* 9, no. 1 (2018): 22-25.
- Browne, Ryan et Starr, Barnara. "Trump says US will withdraw from Syria 'very soon'." CNN 29 Mars 2018. <https://www.cnn.com/2018/03/29/politics/trump-withdraw-syria-pentagon/index.html>
- Clarke, Richard A. "Five Inauguration Days: The US and the Middle East." *The Middle East Journal* 71, no. 1 (2017): 147.
- Eze, R. C. "Oil as the Fundamental Determinant of United States Foreign Policy Towards the Middle East." *Arabian Journal of Business and Management Review (Oman Chapter)* 5, no. 3 (2015): 1-7.
- Freeman, Chas W. "Responding to Failure: Reorganizing U.S. Policies in the Middle East." *Middle East Policy* 22, no. 2 (2015): 30-39.
- Kaussler, Bernd and Glenn P. Hastedt. *US Foreign Policy Towards the Middle East : The Realpolitik of Deceit*. London: Routledge, 2017.
- Krieg, Andreas. "Trump and the Middle East: 'Barking Dogs Seldom Bite'." *Insight Turkey* 19, no. 3 (2017): 139.
- Looney, Robert E. *Handbook of US-Middle East Relations: Formative Factors and Regional Perspectives*. London: Routledge, 2009.
- McNally, Robert and Levi Michael. "A Crude Predicament: The Era of Volatile Oil Prices." *Current* no. 535 (2011): 7.
- Migdal, Joel S. *Shifting Sands: The United States in the Middle East*. New York: Columbia University Press, 2014.
- Mohammed Nuruzzaman. "President Obama's Middle East Policy, 2009-2013." *Insight Turkey* 17, no. 1 (2015): 179-181.
- N.A. "Trump's Erratic Middle East Policy." *Strategic Comments* 23, no. 6 (2017): 7.
- Nasr, Seyyed Vali Reza. *The Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat*. 1st ed. New York: Doubleday, 2013.
- Nayouf, Mamduh. *Vers Le Déclin De L'Influence Américaine Au Moyen-Orient ?*. Paris: L'Harmattan, 2014.
- Nuruzzaman, Mohammed. "President Obama's Middle East Policy, 2009-2013." *Insight Turkey* 17, no. 1 (2015): 171.

- Ouellet, Éric, Pierre Cyril Pahlavi, Miloud Chennoufi, and Paul Mitchell. *Les Études Stratégiques Au XXIe Siècle*. Outremont: Athéna éditions, 2013.
- Pahlavi, Pierre. « Géopolitique de l’Iran », *Revue de géographie historique, numéro 12*, mai 2018.
- Parchami, Ali. "American Culpability: The Bush Administration and the Iranian Nuclear Impasse." *Contemporary Politics* 20, no. 3 (2014): 315-330.
- Parker, Thomas. "Ranking Bush and Obama as Foreign Policy Presidents: A Scorecard." *Israel Journal of Foreign Affairs* 11, no. 1 (2017): 25.
- Petraeus, David. "US Policy in the Middle East: A Comprehensive Assessment." *Hampton Roads International Security Quarterly* (2015): 7.
- Prifti, Bledar. *US Foreign Policy in the Middle East: The Case for Continuity*. Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan, 2017.
- Rodman, David American National Interests, Israel and the Middle East, *Israel Journal of Foreign Affairs*, 2:1 (2008): 45-53
- Smith, Keith. "Realist Foreign Policy Analysis with a Twist: The Persian Gulf Security Complex and the Rise and Fall of Dual Containment." *Foreign Policy Analysis* 12, no. 3 (2016;2014;): 315-333.
- W. Bush, George. *State of union address by G.W. Bush*. Jan 31 2006. <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/stateoftheunion/2006/>
- Waltz, Kenneth N. *Why Iran should Get the Bomb: Nuclear Balancing would Mean Stability*. Vol. 91. New York: Council on Foreign Relations, 2012.
- Walt, Stephen M. "The Broken Prolicy Promises of W. Bush, Clinton and Obama." *Foreign Policy*. 18 Sept 2016. <http://foreignpolicy.com/2016/09/18/broken-foreign-policy-promises-bush-clinton-obama-iraq-syria/>
- White House, President G.W. Bush. *National Security Strategy of the United States of America*. Washington, DC. Sept 2002.
- White House, President G.W. Bush. *National Security Strategy of the United States of America*. Washington, DC. Mars 2006
- White House, President B. Obama. *National Security Strategy of the United States of America*. Washington, DC. May, 2010.
- White House, President B. Obama. *National Security Strategy of the United States of America*. Washington, DC. Fév 2015

White House, President D.J. Trump. *National Security Strategy of the United States of America*.  
Washington, DC. Dec, 2017.